0 4 05
Transmis à
Overgezonden aan

ROYAUME DE BELGIQUE.

AVIS DU CONSEIL D'ETAT.

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, deuxième chambre, saisi par le Ministre de la Culture française, le 7 mars 1979, d'une demande d'avis sur un projet d'arrêté royal "relatif aux émissions de radio et de télévision confiées par la R.T.B.F. à des associations et fondations, a donné le 26 mars 1979 l'avis suivant :

KONINKRIJK BELGIE.

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE.

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, tweede kamer, de 7e maart 1979 door de Minister van Franse Cultuur verzocht hem van advies te dienen over een ontwerp van koninklijk besluit "betreffende de radio en televisieuitzendingen die aan verenigingen en stichtingen door de R.T.B.F. toevertrouwd worden", heeft de 26e maart 1979 het volgend advies gegeven :

OBSERVATION GENERALE.

Le projet tend à exécuter l'article 26 du décret du 12 décembre 1977 portant statut de la Radio-Télévision belge de la Communauté culturelle française (R.T.B.F.). Aux termes de l'alinéa 1er de cette disposition :

> "Selon les règles générales déterminées par le Roi, après consultation de la commission consultative permanente, le conseil d'administration confie des émissions de radio et de télévision aux associations ou fondations reconnues à cette fin".

La traduction officielle de cette disposition est ainsi rédigée :

> "Overeenkomstig de algemene regels die de Koning, na raadpleging van de Vaste Adviescommissie bepaalt, vertrouwt de Raad van Beheer radio- en televisieuitzendingen toe aan daartoe erkende verenigingen of stichtingen".

Le texte français, qui doit évidemment prévaloir sur sa traduction, comporte, au contraire de celle-ci, une ambiguité. Signifie-t-il, comme la traduction l'énonce clairement, que la commission consultative permanente doit être consultée par le Roi sur les règles générales qu'Il se propose d'arrêter, ou bien qu'elle doit l'être par le conseil d'administration avant chaque décision de reconnaître une association ou une fondation et de lui confier des émissions de radio ou de télévision ? Dans la première interprétation le projet ne serait pas en état, puisqu'il n'a pas été soumis à la commission avant de l'être au Conseil d'Etat, le Gouvernement ayant, aux dires du fonctionnaire délégué, retenu la deuxième interprétation.

.../...

Le projet, devenu le décret du 12 décembre 1977, portait l'article 27, alinéa 1er, suivant :

> "Selon les règles générales déterminées par le Roi, après consultation du conseil d'administration, l'établissement peut confier des émissions de radiodiffusion et de télévision à des associations ou fondations reconnues à cette fin" (C.C.F. 1975-1976, doc. 55-1, p. 16).

Ce texte avait été proposé par le Conseil d'Etat, mais sans la virgule qui suit les mots "par le Roi", de sorte que, pour le Conseil s'Etat, il imposait clairement la consultation du conseil d'administration sur le projet des règles générales de reconnaissance à arrêter par le Roi. L'ajout de la virgule est-il significatif d'une intention du Gouvernement de faire au contraire porter cette consultation sur les décisions individuelles de reconnaissance ? C'est en tout cas ainsi que l'a compris la commission de la radio-télévision en adoptant, de l'accord du Ministre et à l'unanimité, un amendement de M. DEGROEVE "qui prévoit la "consultation de la commission consultative permanente" et non celle du conseil d'administration, lequel exerce en l'occurrence un pouvoir de décision" (Rapport présenté au nom de la commission de la radio-télévision par M. Etienne Duvieusart, C.C.F., session extr. 1977, doc. n° 10-3, p. 30). L'adoption de cet amendement, ainsi justifié, ne se concilie qu'avec l'interprétation de l'article 26 selon laquelle la consultation porte exclusivement sur les décisions qui appartiennent au conseil d'administration, c'est-à-dire sur les décisions individuelles de reconnaissance.

Au surplus, la mission et la composition de la commission consultative permanente, telles qu'elles procèdent de l'article 15 du décret, semblent mieux en rapport avec ces dernières décisions qu'avec les règles générales de reconnaissance des associations ou des fondations.

L'affaire est donc en état.

\+

\+ +

INTITULE.

L'intitulé serait plus complètement rédigé comme suit :

"Arrêté royal relatif aux émissions de radio et de télévision confiées par la Radio-Télévision belge de la Communauté culturelle française R.T.B.F. à des associations et fondations".

La citation complète de la dénomination "Radio-Télévision belge de la Communauté culturelle française R.T.B.F." permettrait, dans le corps de l'arrêté, de faire les citations en abrégé.

PREAMBULE.

Il convient de respecter l'intitulé exact du décret du 12 décembre 1977 dont l'arrêté royal en projet doit être l'exécution.

Le mot "institut" ne figure pas dans cet intitulé. L'établissement public créé par le décret se dénomme "Radio-Télévision belge de la Communauté culturelle française" et non "Institut de la radio-télévision belge de la Communauté culturelle française".

Le texte suivant est proposé :

"Vu le décret du 12 décembre 1977 portant statut de la Radio-Télévision belge de la Communauté culturelle française R.T.B.F., notamment l'article 26;

Vu l'avis du Conseil d'Etat;

Sur la proposition de Notre Ministre ...".

DISPOSITIF.

Articles 1er et 2.

L'article 1er du projet ne fait que reproduire l'idée de l'article 26 du décret. Il est donc superflu et doit être omis.

Le paragraphe 2 de l'article 2 rappelle la règle générale énoncée à l'article 1er de la loi du 16 juillet 1973 garantissant la protection des tendances idéologiques et philosophiques, règle générale rendue expressément applicable à la R.T.B.F. par l'article 2, alinéa 3, de la même loi.

Le paragraphe 2 est donc superflu et doit être omis.

Il ressort des explications données au Conseil d'Etat que le paragraphe 3 vise uniquement les décisions refusant la reconnaissance d'une association ou d'une fondation. Il conviendrait que le texte le précise, notamment afin d'éviter toute confusion entre la révision d'une décision de refus et le retrait d'une décision de reconnaissance (article 6, § 2).

Le texte suivant est proposé :

"Article 1er.-

§ 1er. Le conseil d'administration de la R.T.B.F. se prononce par décision motivée sur les demandes formées par des associations et par des fondations en vue de se voir confier des émissions de radio ou de télévision.

Il tient compte notamment de l'importance et des titres des associations et fondations intéressées.

§ 2. Toute décision de refus de reconnaissance peut être révisée après un délai de douze mois, soit à la requête de l'association ou de la fondation intéressée, soit à la demande d'un membre du conseil d'administration".

Article 3.

Pour une meilleure rédaction du texte néerlandais de cet article, on pourrait utilement s'inspirer de celle de la disposition correspondante de l'arrêté royal du 2 juillet 1964 relatif aux émissions de radiodiffusion et de télévision confiées à des associations ou à des fondations.

Article 4.

Les deux premiers paragraphes seraient mieux rédigés comme suit :

"§ 1er. Les émissions des associations et fondations reconnues peuvent comprendre toutes communications qui concernent l'objet pour lequel elles ont été créées et qui sont de nature à intéresser le public.

.../...

§ 2. Ces émissions peuvent avoir notamment pour objet des documentaires, interviews ou reportages sur des faits d'actualité générale à l'exception toutefois de l'actualité quotidienne".

Le paragraphe 3 porte ce qui suit :

"Il est interdit aux associations et fondations de procéder à des émissions ayant le caractère de publicité commerciale".

Dans son avis L. 12.398/2 sur l'avant-projet qui est devenu le décret du 12 décembre 1977, le Conseil d'Etat a fait l'observation suivante :

> "En vertu de l'article 2, alinéa 1er, 6°, de la loi du 21 juillet 1971 (relative à la compétence et au fonctionnement des conseils culturels pour la Communauté culturelle française et pour la Communauté culturelle néerlandaise), seul le législateur national est compétent pour régler la matière des émissions ayant un caractère de publicité commerciale, que ce soit à l'égard de l'établissement ou de tout organisme ayant qualité pour procéder à des émissions".

Le Gouvernement, se ralliant à cet avis, a omis du projet de décret la disposition qui reproduisait l'interdiction portée par l'article 28, § 3, de la loi du 18 mai 1960 organique des instituts de la radiodiffusion-télévision belge.

Pour l'exécution de ce décret, les pouvoirs du Roi ne peuvent s'étendre à un objet qui n'entre pas dans la compétence du conseil culturel. Le paragraphe 3 manque dès lors de fondement et doit être omis.

Il est au surplus inutile.

Pour le motif d'incompétence qui vient d'être rappelé, le décret du 12 décembre 1977 n'a, en effet, pas abrogé l'article 28, § 3, de la loi précitée du 18 mai 1960.

.../...

Sans doute a-t-il abrogé le paragraphe 5 du même article 28, paragraphe dont l'alinéa 2 rendait expressément l'article 28, § 3, applicable aux émissions confiées à des associations ou fondations reconnues à cette fin par l'Institut d'émission "Radiodiffusion-télévision belge, émissions françaises", lui-même supprimé. Les émissions revêtant un caractère de publicité commerciale n'en demeurent pas moins interdites à la R.T.B.F. et, par conséquent, aux associations ou fondations auxquelles des émissions peuvent être confiées :

a) L'article 25, alinéa 2, du décret du 12 décembre 1977 interdit à l'Institut, c'est-à-dire à la R.T.B.F., de procéder à des émissions contraires aux lois. Pour que la R.T.B.F. puisse procéder à des émissions revêtant un caractère de publicité commerciale, il faudrait donc supposer que plus aucune loi ne le lui interdit ou, en d'autres termes, que la suppression de l'Institut d'émission "Radiodiffusion-télévision belge, émissions françaises" a rendu sans objet l'article 28, § 3, de la loi du 18 mai 1960. Or, non seulement le conseil culturel n'aurait pas eu le pouvoir de prendre une mesure équivalant à une abrogation implicite dudit article 28, § 3, mais il a manifesté clairement la volonté contraire en disposant, dans l'article 30 du décret, que "l'Institut (c'est-à-dire la R.T.B.F.) reprend les droits et les obligations de l'Institut d'émission "Radiodiffusion-télévision belge, émissions françaises" visés dans la loi du 18 mai 1960 ... et les lois postérieures". Il n'y a aucune raison d'exclure des obligations ainsi reprises, celles qui découlent de la conception générale que le législateur de 1960 avait du service public de la radio-télévision, et, en particulier, l'obligation de s'abstenir de toute publicité commerciale.

.../...

b) En vertu de l'article 26 du décret du 12 décembre 1977, des émissions de radio ou de télévision peuvent être confiées par le conseil d'administration de la R.T.B.F. à des associations ou fondations reconnues à cette fin. Le conseil ne peut évidemment pas conférer plus de droits que la R.T.B.F. n'en a elle-même.

La reconnaissance d'une association ou d'une fondation ne saurait donc impliquer la permission de procéder à des émissions revêtant un caractère de publicité commerciale.

Article 5.

En ce qui concerne la rédaction du texte néerlandais, voir l'observation faite à propos de l'article 3.

Article 6.

Le paragraphe 1er devrait faire mention de l'interdiction portée par l'article 28, § 3, de la loi du 18 mai 1960, cette disposition restant applicable à la R.T.B.F. et, par conséquent, aux associations et fondations reconnues, pour les raisons qui ont été exposées sous l'article 4.

Par ailleurs, cet article serait mieux rédigé comme suit :

"Article 5.-

§ 1er. La R.T.B.F. veille au respect, par les associations et fondations :

.../...

a) de l'article 25, alinéa 2, du décret du 12 décembre 1977 portant statut de la Radio-Télévision belge de la Communauté culturelle française (R.T.B.F.);

b) de l'article 28, § 3, de la loi du 18 mai 1960 organique des Instituts de la radiodiffusion-télévision belge;

c) de la loi du 23 juin 1961 relative au droit de réponse, modifiée par la loi du 4 mars 1977;

d) des articles 3 et 4 du présent arrêté.

§ 2. En cas d'infraction aux dispositions mentionnées au paragraphe 1er, le conseil d'administration peut soit suspendre provisoirement les émissions confiées à l'association ou à la fondation intéressée, soit retirer à celle-ci la reconnaissance dont elle bénéficie.

Le conseil d'administration peut déléguer à l'organe qu'il désigne le pouvoir de suspension provisoire visé à l'alinéa 1er".

Article 7.

En ce qui concerne la rédaction du texte néerlandais, voir l'observation faite à propos de l'article 3.

+

+ +

.../...

Sous le régime de la loi du 18 mai 1960, la matière qui fait l'objet de l'arrêté royal en projet était régie par l'arrêté royal du 2 juillet 1964 relatif aux émissions de radiodiffusion et de télévision confiées à des associations ou à des fondations.

Le décret du 12 décembre 1977 n'a pas prévu l'abrogation de cet arrêté et l'abrogation implicite de celui-ci est juridiquement douteuse.

Il serait donc utile d'insérer dans le présent projet, avant l'exécutoire, un article abrogatoire nouveau.

Le texte suivant est proposé :

"Article 7.-

L'arrêté royal du 2 juillet 1964 relatif aux émissions de radiodiffusion et de télévision confiées à des associations ou à des fondations est abrogé en tant qu'il concerne la R.T.B.F.".

Article 8.

Le texte néerlandais devrait être rédigé selon la formule usuelle.

ALGEMENE OPMERKING.

Het ontwerp strekt tot uitvoering van artikel 26 van het decreet van 12 december 1977 houdende statuut van de "Radio-Télévision belge de la Communauté culturelle française R.T.B.F.". Het eerste lid van die bepaling luidt :

"Selon les règles générales déterminées par le Roi, après consultation de la commission consultative permanente, le conseil d'administration confie des émissions de radio et de télévision aux associations ou fondations reconnues à cette fin".

De ambtelijke vertaling daarvan luidt :

"Overeenkomstig de algemene regels die de Koning, na raadpleging van de Vaste Adviescommissie bepaalt, vertrouwt de Raad van Beheer radio- en televisieuitzendingen toe aan daartoe erkende verenigingen of stichtingen".

In tegenstelling met die vertaling is de Franse tekst, die vanzelfsprekend prevaleert, voor meer dan één uitlegging vatbaar. Betekent hij, zoals de vertaling duidelijk stelt, dat de vaste adviescommissie door de Koning moet worden geraadpleegd over de algemene regels welke hij zich voorneemt vast te stellen, dan wel dat zij door de raad van beheer geraadpleegd moet worden voor enige beslissing waarbij een vereniging of een stichting wordt erkend en radio- en televisie-uitzendingen toevertrouwd krijgt ? Zou de eerste interpretatie de goede zijn, dan ware het ontwerp niet in gereedheid, aangezien het niet aan de commissie is voorgelegd voor het naar de Raad van State werd gezonden. Volgens de gemachtigde ambtenaar houdt de Regering het bij de tweede interpretatie.

.../...

Het ontwerp, waaruit het decreet van 12 december 1977 is ontstaan, stelde in artikel 27, eerste lid :

"Selon les règles générales déterminées par le Roi, après consultation du conseil d'administration, l'établissement peut confier des émissions de radiodiffusion et de télévision à des associations ou fondations reconnues à cette fin" (C.C.F. 1975-1976, gedr. st. 55-1, blz. 16).

Die tekst was door de Raad van State voorgesteld, maar zonder de komma na "par le Roi", zodat hij duidelijk voorschreef dat de raad van beheer geraadpleegd moest worden over het ontwerp van de door de Koning vast te stellen algemene erkenningsregels. Is de toevoeging van de komma een aanwijzing dat de Regering daarentegen aan raadpleging over de individuele erkenningsbeslissingen dacht ? Zo heeft het in elk geval de "Commission de la radio-télévision" begrepen toen zij, met goedvinden van de Minister en eenparig, overging tot het aannemen van het amendement DEGROEVE "qui prévoit la "consultation de la commission consultative permanente" et non celle du conseil d'administration, lequel exerce en l'occurence un pouvoir de décision" (Rapport présenté au nom de la commission de la radio-télévision par M. Etienne Duvieusart, C.C.F., session extr. 1977, gedr. st. n° 10-3, blz. 30). Alleen met de interpretatie van artikel 26, volgens welke de raadpleging uitsluitend de door de raad van beheer te nemen beslissingen, dat wil zeggen de individuele erkenningsbeslissingen betreft, is het aannemen van het amendement, met de gegeven verantwoording, overeen te brengen.

Taak en samenstelling van de vaste adviescommissie, zoals die uit artikel 15 van het decreet volgen, lijken overigens meer op de laatste soort beslissingen afgestemd te zijn dan op de algemene regels voor erkenning van verenigingen of stichtingen.

.../...

Het ontwerp is derhalve in gereedheid.

+

+ +

OPSCHRIFT.

Het opschrift zou vollediger zijn in de volgende lezing :

"Koninklijk besluit betreffende de radio- en televisie-uitzendingen, door de "Radio-Télévision belge de la Communauté culturelle française R.T.B.F." toevertrouwd aan verenigingen en stichtingen".

Als de benaming eenmaal zo is aangehaald in het opschrift, kan in het besluit zelf met de afkorting worden volstaan.

AANHEF.

Het decreet van 12 december 1977, tot uitvoering waarvan het ontwerp-koninklijk besluit strekt, moet met zijn juiste opschrift worden aangehaald, zoals dat luidt in de ambtelijke vertaling.

.../...

In dat opschrift komt het woord "instituut" niet voor. De door het decreet tot stand gebrachte openbare instelling heet dan ook niet "Institut de ..." maar "Radio-Télévision belge de la Communauté culturelle française".

De volgende tekst wordt voorgesteld :

"Gelet op het decreet van 12 december 1977 houdende statuut van de "Radio-Télévision belge de la Communauté culturelle française R.T.B.F.", inzonderheid op artikel 26;

Gelet op het advies van de Raad van State;

Op de voordracht van Onze Minister ...".

ARTIKELEN.

Artikelen 1 en 2.

Artikel 1 van het ontwerp herhaalt slechts wat reeds in artikel 26 van het decreet is verwoord. Het kan dus als overbodig vervallen.

Artikel 2, § 2, stelt nog eens de algemene regel die geformuleerd is in artikel 1 van de wet van 16 juli 1973 waarbij de bescherming van de ideologische en filosofische strekkingen gewaarborgd wordt, en die door artikel 2, derde lid, van die wet toepasselijk verklaard wordt op de R.T.B.F.

.../...

Die paragraaf is dus overbodig en moet worden geschrapt.

Aan de Raad van State is als uitleg verstrekt dat paragraaf 3 van artikel 2 uitsluitend doelt op beslissingen waarbij de erkenning van een vereniging of een stichting geweigerd wordt. De tekst zou dat duidelijk moeten stellen, zodat met name verwarring tussen herziening van een weigeringsbeslissing en intrekking van een erkenningsbeslissing (artikel 6, § 2) onmogelijk wordt.

De volgende tekst wordt voorgesteld :

"Artikel 1.-

§ 1. De raad van beheer van de R.T.B.F. beschikt bij met redenen omklede beslissingen op de aanvragen van verenigingen en van stichtingen die radio- of televisie-uitzendingen wensen te verzorgen.

Hij houdt inzonderheid rekening met de belangrijkheid en de aanspraken van de betrokken verenigingen en stichtingen.

§ 2. Iedere beslissing waarbij erkenning geweigerd wordt, kan na een termijn van twaalf maanden worden herzien, hetzij op verzoek van de betrokken vereniging of stichting, hetzij op aanvraag van een lid van de raad van beheer".

Artikel 3.

Voor een betere redactie kan een voorbeeld worden genomen aan die van de overeenkomstige bepaling uit het koninklijk besluit van 2 juli 1964 betreffende radio- en televisie-uitzendingen, te verzorgen door verenigingen of stichtingen.

.../...

Artikel 4.

De eerste twee paragrafen kunnen beter als volgt worden gelezen :

"§ 1. De door erkende verenigingen en stichtingen te verzorgen uitzendingen mogen alle mededelingen omvatten die betrekking hebben op het doel waarvoor zij zijn opgericht en die de belangstelling van het publiek kunnen wekken.

§ 2. Die uitzendingen mogen onder meer gewijd zijn aan documentaires, vraaggesprekken of reportages over algemeen actuele gebeurtenissen maar niet aan actualiteiten van de dag".

Paragraaf 3 bepaalt :

"Het is de verenigingen of stichtingen verboden over te gaan tot uitzendingen van commerciële publicitaire aard".

In zijn advies L. 12.398/2 over het voorontwerp waarui het decreet van 12 december 1977 is ontstaan, heeft de Raad van State opgemerkt :

"En vertu de l'article 2, alinéa ler, 6°, de la loi du 21 juillet 1971 (betreffende de bevoegdheid en de werking van de Cultuurraden voor de Nederlandse Cultuurgemeenschap en voor de Franse Cultuurgemeenschap), seul le législateur national est compétent pour régler la matière des émissions ayant un caractère de publicité commerciale, que ce soit à l'égard de l'établissement ou de tout organisme ayant qualité pour procéder à des émissions".

.../...

De regering heeft dat advies gevolgd en de tekst die de verbodsbepaling uit artikel 28, § 3, van de wet van 18 mei 1960 houdende organisatie van de Instituten der Belgische Radio en Televisie herhaalde, niet in het ontwerp-decreet opgenomen.

Bij het uitvoeren van dat decreet vermag de Koning geen gebied te betreden dat buiten de bevoegdheid van de Cultuurraad ligt. Paragraaf 3 heeft dus geen rechtsgrond en dient te vervallen.

De paragraaf is bovendien overbodig.

Het decreet van 12 december 1977 heeft namelijk, wegens de onbevoegdheid waarover zoëven is gesproken, artikel 28, § 3, van de wet van 18 mei 1960 niet opgeheven.

Wel heeft het decreet paragraaf 5 van dat artikel 28 opgeheven, een paragraaf waarvan het tweede lid artikel 28, § 3, uitdrukkelijk toepasselijk verklaarde op uitzendingen die door het, van zijn kant afgeschafte, uitzendingsinstituut "Radiodiffusion-télévision belge, émissions françaises" aan daartoe erkende verenigingen en stichtingen werden toevertrouwd. "Uitzendingen die een karakter van handelspubliciteit vertonen" blijven niettemin verboden aan de R.T.B.F. en derhalve ook aan de stichtingen en verenigingen waaraan uitzendingen kunnen worden toevertrouwd :

a) Artikel 25, tweede lid, van het decreet van 12 december 1977 verbiedt het Instituut, dat wil zeggen de R.T.B.F., "uitzendingen te geven die strijdig zijn met de wetten". Opdat "uitzendingen die een karakter van handelspubliciteit vertonen" mogelijk zijn op de R.T.B.F., zou dus verondersteld moeten worden dat geen enkele wet het haar meer verbiedt, met andere woorden dat artikel 28, § 3, van de wet van 18 mei 1960

.../...

geen inhoud meer heeft ten gevolge van de afschaffing van het uitzendingsinstituut "Radiodiffusion-télévision belge, émissions françaises". Niet alleen echter zou de "Conseil culturel" niet de bevoegdheid hebben gehad tot het nemen van een maatregel die met stilzwijgende opheffing van dat artikel 28, § 3, gelijkstaat, hij heeft ook duidelijk te kennen gegeven dat hij het tegendeel wilde toen hij in artikel 30 van het decreet bepaalde : "het Instituut (dat is de R.T.B.F.) neemt de rechten en verplichtingen over van het uitzendingsinstituut "Radiodiffusion-Télévision belge, émissions françaises", bepaald in de wet van 18 mei 1960 ... en in later uitgevaardigde wetten". Er is geen enkele reden om niet tot de aldus overgegane verplichtingen te rekenen de verplichtingen die voortvloeien uit de algemene opvatting welke de wetgever van 1960 had over de openbare dienst die de radio-televisie is, in het bijzonder de verplichting om zich van handelsreclame te onthouden.

b) Krachtens artikel 26 van het decreet van 12 december 1977 kunnen radio- of televisieuitzendingen door de raad van beheer van de R.T.B.F. worden toevertrouwd aan daartoe erkende verenigingen of stichtingen. Het ligt voor de hand dat de raad van beheer niet méér rechten kan verlenen dan de R.T.B.F. zelf bezit.

Erkenning van een vereniging of een stichting kan dus niet inhouden dat toestemming wordt gegeven tot het verzorgen van "uitzendingen die een karakter van handelspubliciteit vertonen".

.../...

Artikel 5.

Voor de redactie van dit artikel geldt de opmerking die bij artikel 3 is gemaakt.

Artikel 6.

In paragraaf 1 zou moeten worden vermeld de verbodsbepaling uit artikel 28, § 3, van de wet van 18 mei 1960, want om de bij artikel 4 opgegeven redenen blijft dat verbod op de R.T.B.F. en derhalve op de erkende verenigingen en stichtingen van toepassing.

Overigens kan dat artikel beter als volgt worden gelezen :

"Artikel 5.-

§ 1. De R.T.B.F. ziet toe dat door de verenigingen en stichtingen worden nageleefd :

a) artikel 25, tweede lid, van het decreet van 12 december 1977 houdende statuut van de "Radio-Télévision belge de la Communau culturelle française (R.T.B.F.)";

b) artikel 28, § 3, van de wet van 18 mei 1960 houdende organisatie van de Instituten der Belgische Radio en Televisie;

c) de wet van 23 juni 1961 betreffende het recht tot antwoord, gewijzigd bij de wet van 4 maart 1977;

d) de artikelen 3 en 4 van dit besluit.

.../...

§ 2. Bij overtreding van de in paragraaf 1 vermelde bepalingen kan de raad van beheer, hetzij de door de betrokken vereniging of stichting te verzorgen uitzendingen voorlopig schorsen, hetzij haar erkenning intrekken.

De raad van beheer kan de in het eerste lid verleende bevoegdheid tot voorlopige schorsing opdragen aan het orgaan dat hij daartoe aanwijst".

Artikel 7.

Voor de redactie van dit artikel geldt de opmerking die bij artikel 3 is gemaakt.

\+

\+ \+

Onder de gelding van de wet van 18 mei 1960 was de materie waaraan het ontwerp-koninklijk besluit gewijd is, geregeld door het koninklijk besluit van 2 juli 1964 betreffende radio- en televisieuitzendingen te verzorgen door verenigingen of stichtingen.

Het decreet van 12 december 1977 heeft niet in de opheffing van dat besluit voorzien. Of er stilzwijgende opheffing is geweest, staat in rechte niet vast.

.../...

Een nieuw opheffingsartikel, in het ontwerp op te nemen vóór het uitvoeringsformulier, zou zeker dienstig zijn.

Voorgesteld wordt :

"Artikel 7.-

Het koninklijk besluit van 2 juli 1964 betreffende radio- en televisieuitzendingen te verzorgen door verenigingen of stichtingen wordt opgeheven voor zover het de R.T.B.F. betreft".

Artikel 8.

Men schrijve, volgens de geijkte formule : "Onze Minister van ... is belast met de uitvoering van dit besluit".

La chambre était composée de

Messieurs : P. TAPIE, président de chambre,
de Heren : kamervoorzitter,

H. ROUSSEAU, conseillers d'Etat,
Ch. HUBERLANT, staatsraden,

C. DESCHAMPS, assesseurs de la section de législation,
L. MATRAY, bijzitters van de afdeling wetgeving,

Madame : J. TRUYENS, greffier.
Mevrouw : griffier.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M. P. TAPIE.

Le rapport a été présenté par M. P. CHARLIER, auditeur.

De kamer was samengesteld uit

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. P. TAPIE.

Het verslag werd uitgebracht door de H. P. CHARLIER, auditeur.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER, LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

J. TRUYENS. P. TAPIE.